

## **NOTE DE PRESSE D'ANDRE M. APAID**

Si je prends la peine d'écrire cette note c'est par souci que je sois compris de mes compatriotes, de mes collaborateurs et de ma famille, à la lumière de l'incompréhensible communiqué émis par la Ministre des Affaires Etrangères du Canada Madame Mélanie JOLY, me plaçant dans une liste de sanctionnés accusés de « violations de droits humains, incluant la violence sexuelle ».

Je suis un citoyen Haitiano-Américain engagé et **ma position** pour une résolution pacifique de la grave crise que traverse mon pays Haiti, est bien connue des acteurs politiques et de ceux de la Société Civile.

Sur la question des gangs et du désarmement : **chacun des ambassadeurs du Canada depuis 2004**, à l'exception de celui en place, Monsieur Sébastien Carrière que je n'ai pas rencontré, a été **témoin** de mes efforts et de ma contribution. C'est aussi le cas de la plupart des ambassadeurs des pays amis et les représentants des Nations Unies ainsi que leur staff. Je confirme, qu'en équipe, avec des représentants de Droits Humains, de religieux et de personnalités crédibles et courageuses de la Société civile nous avons entamé, au moins à 4 reprises, des démarches pour amener les gangs à se soumettre à un processus de désarmement. En 2004, spécifiquement, accompagné du Ministre de la Justice, du chef de la Police et de 2 représentants des Nations Unies, suite à une négociation tenue à mon initiative, à mon bureau, 9 chefs de gangs acceptaient comme première étape, de déposer 10 armes chacun devant les autorités policières, et ceci sans condition (réf. le journal LA NATION du 17 Février 2004). Par la suite après la résurgence de gangs, à 3 reprises, et à la demande deux 2 chefs de police, **conscients de nos efforts antécédents**, accompagné des mêmes personnalités des Droits Humains, religieux et de la Société Civile, et après échanges et encouragements de plusieurs ambassadeurs de la communauté internationale, nous essayions à nouveau. Nous savions que les chances étaient faibles mais nous étions tous jetés à l'eau devant l'effondrement que vivait notre pays et après que la PNH se retrouvait en grandes difficultés (exemple : les incidents de village de Dieu – Mars 2021). De plus, j'affirme que toutes nos entreprises et ma famille avons maintenu une politique stricte et courageuse de ne pas verser d'argent ou de biens aux groupes armés, et ceci au prix de risques énormes pour nos collaborateurs et mes fils, dont je suis extrêmement fier.

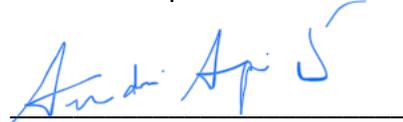
A tous mes compatriotes je réitère que mon cœur est resté à sa bonne place, surtout sur la question de retirer les armes des mains de nos jeunes et de réaliser de bonnes élections afin de donner une chance à notre pays de se reprendre. La création d'emplois est ce par quoi j'ai principalement souhaité contribuer, même si beaucoup m'ont reproché de n'avoir pas suivi le chemin de la politique. **A madame Joly, Ministre d'un pays d'Etat de Droit, je souhaite qu'elle vérifie ses sources et les faits. Je rejette catégoriquement toutes accusations ou suspicions de contributions au climat d'insécurité ou de corruption d'ailleurs incompatible avec le type d'emplois que nous offrons à nos compatriotes** depuis des décennies, en partenariat avec des entreprises canadienne et américaines sérieuses.

Comme homme d'affaires poursuivant une tradition familiale de 71 ans, nous nous sommes efforcés de contribuer à créer des dizaines de milliers d'emplois malgré les graves ennuis dont sont victimes nos entreprises et nos collaborateurs œuvrant dans les secteurs industriels et agricoles, des industries fragiles qui sont les premières frappées en cas de troubles sociaux et d'instabilité.

Actuellement sur les terres appartenant à la famille Déjoie confisquées en 1957 et remises par le Gouvernement haïtien le 25 mars 1986 (Moniteur no. 28), nous avons initié un vaste projet agricole au plateau central dont bénéficient les agriculteurs et les habitants de la zone et dont les effets seront d'un apport certain au pays avec la création de plus de 20 mille emplois sur les 7 prochaines années. Des dons de terre à des agriculteurs, à la mairie de St Michel de l'Attalaye pour l'ouverture d'un Lycée et d'un marché (financé par la Banque Mondiale), ainsi que pour l'ouverture d'une école d'excellence en construction, prévoyant d'offrir des bourses d'études complètes à 250 jeunes de la zone, représentent partiellement les efforts sociaux en cours dans ce projet.

L'annonce de cette mesure incompréhensible par la Ministre des Affaires Etrangères du Canada va nuire au développement de ce projet, des emplois attendus, des initiatives sociales et approfondira les souffrances des plus vulnérables.

Cependant, avec la prière, l'aide de Dieu, de ma famille et de nos collaborateurs, je continuerai à me battre pour contribuer à ce que le bien et le bon supplantent les difficultés de notre pays.



André M. Apaid

Port-au-Prince, le 26 juin 2023